

## Salaires 2007 (suite)

### « Vie chère » en hausse, augmentations en panne !

**A Bayard, la négociation sur les augmentations de salaires 2007 commencera ce mercredi 6 décembre. Dans cette perspective, la CGT vous propose un deuxième point d'information et vous fait part de ses premiers axes de revendication.**

#### **Jusqu'au risque du surendettement**


















Nous vous avons exposé, dans le précédent Canard du CE, comment et combien l'indice des prix INSEE sous-évalue considérablement l'augmentation du coût de la vie. Peu après cette première livraison, **L'Express** (semaine du 16-22 novembre) a publié un important dossier (en cover story) : « Pouvoir d'achat. Ceux qui perdent, ceux qui gagnent ».

Au fil des pages du papier principal, intitulé clairement « **Pourquoi les ménages ne s'en sortent plus...** », nous avons relevé ces commentaires particulièrement judicieux :

- « Certaines factures - les plus élevées - ne sont pas négociables : les remboursements d'emprunt, les charges de logement, les frais d'assurance ou encore le coût des transports publics. A elles seules, elles engloutissent, en moyenne, 39% du revenu disponible des ménages, estime le BIPE dans une étude réalisée pour Michel Edouard Leclerc, un niveau jamais atteint. Et, bien sûr, plus les revenus sont faibles, plus le pourcentage est important. »
- « D'autres dépenses se révèlent, elles aussi, de plus en plus pénalisantes : l'entretien d'une voiture, les frais d'essence, certaines dépenses de santé, les frais d'éducation ou encore de garde d'enfants ont considérablement augmenté au cours des dernières années. »
- « (Les ménages les plus modestes, pour maintenir certains achats nécessaires) ont sacrifié les achats de vêtements (dont la part a diminué de 2,5%) et de produits alimentaires (- 2,5%). Ils n'ont pas hésité, non plus, à recourir au crédit à la consommation. Quitte à, dans les cas extrêmes, sombrer dans le surendettement. (...) Le taux d'épargne a diminué de 1,4 point entre 2003 et 2005, tandis que les encours de crédits à la consommation gagnaient 4% par an. »

Ces informations étaient accompagnées de **deux tableaux** parfaitement significatifs, que nous vous donnons à consulter :

### Cinq ans après l'euro

		Prix en 2001	Prix en 2006	Évolution en %	
	1 m <sup>2</sup> à Paris XV <sup>e</sup>	Quartier Grenelle	3 340 €	6 000 €	79,6
	1 m <sup>2</sup> à Rouen	Dans le centre	1 184,53 €	1 942 €	63,9
	Un paquet de Marlboro		3,35 €	5 €	49,3
	Un plein de diesel	50 litres	40 €	55 €	37,5
	Un kilo de sole	Au rayon frais, en septembre	19,10 €	26,08 €	36,5
	Un plein d'essence	SP 95 50 litres	50 €	65 €	30,0
	Une semaine au Club Med	Village de Kemer (Turquie)	1 253 € *	1 613 € **	28,7
	Une place de cinéma à Paris	MK2 Quai de Seine, plein tarif	8,08 €	9,80 €	21,3
	Un kilo de filet de bœuf		26,53 €	31,95 €	20,4
	Un kilo de fraises	Au mois de juillet	5,85 €	7,01 €	19,8
	Une consultation	Chez un généraliste	17,53 €	21 €	19,8
	Un timbre	Lettre jusqu'à 20 g dans le régime intérieur	0,46 €	0,54 €	17,4
	Une baguette de pain		0,66 €	0,77 €	16,7
	1 heure de cours Acadomia	En maths, niveau collège à Paris	25,80 €	29,75 €	15,3
	Un aller-retour Paris-Bordeaux	TGV 2 <sup>e</sup> classe	56,70 €	63,70 €	12,3
	Un paquet de café	250 g moulu	1,22 €	1,32 €	8,2
	Eau minérale	6 bouteilles	2,87 €	3 €	4,5

Les hausses de prix, entre 1998 et 2006, qui vous pénalisent le plus (produits qui sont à la fois de plus en plus chers et beaucoup consommés). Source : *L'Express* du 16 novembre 2006, p. 54.

Gaz	+ 51%
Carburants	+ 49,1%
Cotisations sociales	+ 28,6%
Assurance santé	+ 28,3%
Consultation chez le généraliste	+ 25%

Hôtels, cafés, restaurants	+ 22,5%
Légumes	+ 22,5%
Viande	+ 21%
Education	+ 20%
Loyers	+ 20%
Poisson	+ 20 %
Services postaux	+ 19%
Sport, culture, loisirs	+ 18,7%
Pain et céréales	+ 15,1%
Presse	+ 13,3%
Lait, œufs, fromages	+ 11,6%

### L'inflation véritable calculée par la CGT

Voici, de plus, le résumé d'une **synthèse que nous avons réalisée à partir de statistiques dispersées de l'INSSE**, sur les augmentations des prix des biens et services « essentiels », entre 2001 et 2006 (jusqu'à octobre de cette année). Y figurent les taux de **hausse des prix en moyenne annuelle** sur la période. On est bien loin du 1,1% d'inflation annoncée le 10 novembre par l'INSEE pour 2006, et des 1,8% pour 2005, 2,1% en 2004, 2,1% en 2003, 1,9% en 2002, 1,7% en 2001...

Moyenne annuelle	Période 2001/2006
2,92%	loyers résid. principales
3%	électricité et gaz
3%	fruits frais
3,14%	légumes frais
3,17%	transport ferrov. (voyageurs)
3,35%	eau et autres serv. logement
3,42%	assurances habitation
3,87%	médecine non hospit.
3,97%	protection sociale
4%	viande bœuf
4,44%	assurances santé
4,90%	carbur. automob.
8,84%	combust. liquides (chauffage)

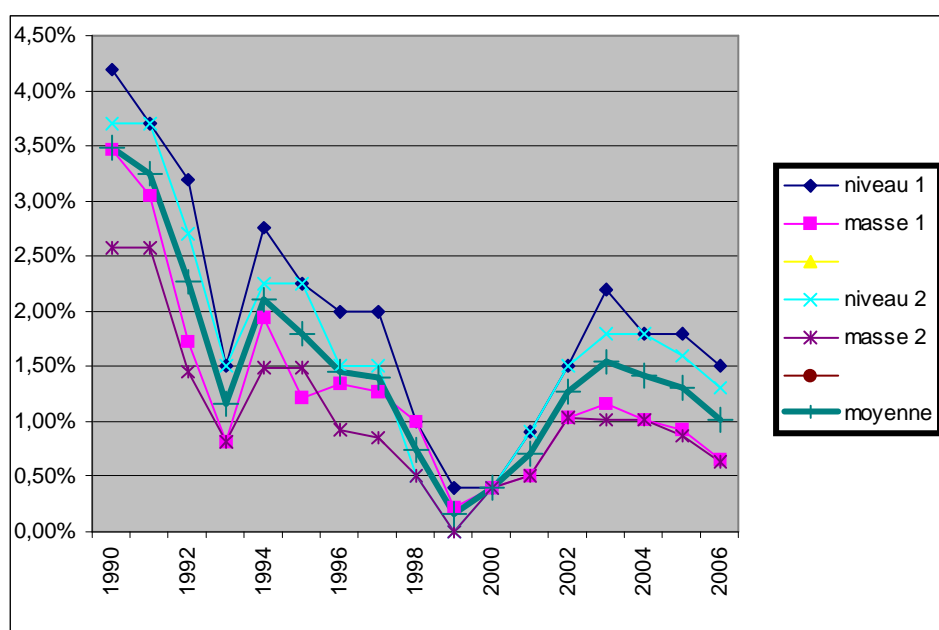
Au moment de la rédaction de ces pages, les derniers chiffres de l'INSEE indiquaient encore des hausses de prix importantes sur les dix derniers mois, dont voici le tableau :

2006 (déc. 05 - oct. 06)	
2,21%	assurances habitation
	transport ferrov.
2,82%	(voyageurs)
3,20%	loyers résid. principales
	eau et autres serv.
3,51%	logement
4,54%	protection sociale
4,96%	viande bœuf
5,99%	électricité et gaz
7,02%	médecine non hospit.
7,55%	assurances santé
8,73%	légumes frais
1,10%	indice prix consom. INSEE

Selon nos calculs d'un indice des prix plus conforme à la réalité de la consommation moyenne des Français, nous enregistrons déjà, sur dix mois (janvier-octobre) de 2006, une inflation réelle de +3,89% ! Quant à la moyenne annuelle de l'inflation, depuis l'année 2001 comprise, nous l'établissons, sur la base de l'évolution des prix des produits et services « essentiels », à +4% !

On imagine bien que les augmentations salariales, négociées au niveau des branches ou des entreprises, sont bien loin d'avoir suivi de tels taux... D'où une perte importante - et parfaitement perçue par les salariés - de pouvoir d'achat. Perte qu'il est aisé de mesurer, par comparaison différentielle entre l'inflation annuelle réelle et la hausse annuelle des salaires. Pour information, **voici les taux annuels d'inflation réelle, tels que nous les avons recalculés** : 1998 = -0,61% ; 1999 = +5,11% ; 2000 = + 5% ; 2001 = -1,84% ; 2002 = +5,13% ; 2003 = +2,60% ; 2004 = +6,86% ; 2005 = +6,68% ; 2006 = +3,89% (sur 10 mois). Quant à l'inflation réelle cumulée entre 2001 et 2006 comprises, nous l'estimons à +25,39% !

Pour Bayard, la CGT a reconstitué l'historique des augmentations collectives, en niveau et en masse, depuis 1990. Voici le tableau graphique qui synthétise notre étude :



D'ores et déjà, nous avons demandé à la direction de nous donner la masse salariale et les effectifs des salariés de Bayard qui touchent un salaire inférieur ou égal à 1500 euros bruts par mois. Nous souhaitons effectivement mesurer ce que représenterait, financièrement parlant, la revalorisation du salaire minimum Bayard à ce seuil qui est devenu un « minimum vital »...

Par ailleurs, nous demanderons des augmentations réelles pour tous les salaires, afin que toutes et tous ne continuent pas de subir (régression sociale parmi tant d'autres) la chute inexorable et accélérée de leur pouvoir d'achat !

## **La CGT à Bayard Presse**

**[www.cgtbayard.org](http://www.cgtbayard.org)**

**Si vous souhaitez nous rejoindre et adhérer,  
contactez l'une ou l'un de vos élu(e)s et représentant(e)s CGT**

**Délégué syndical et représentant syndical au CE : Antoine Peillon, poste 69 84**

**Déléguées au CE et déléguées du personnel : Myriam Beudet, poste 69 36  
(secrétaire adjointe du CE, responsable de la commission Loisirs) ; Patricia  
Soussan, poste 69 06**

**Elu au CHSCT : Jacques Le Corre, poste 62 92**

**Elues au Comité de groupe : Myriam Beudet, poste 69 36 ; Patricia Soussan,  
p. 69 06 ; Sabine Rousselet (secrétaire adjointe du Comité de groupe, MILAN)**

**Représentante syndicale au Comité de groupe : Monique Torzo, poste 58 41**